

AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Regardez, c'est à vous !

C'est maintenant devenu habituel : en septembre, tout le bon peuple est convié à fêter les *Journées du patrimoine*. Chaque année, en Suisse tout comme en France, cette « fête » gagne en importance, et elle ne durera pas moins de deux semaines cette année à Genève.

Alors que le pouvoir n'a eu de cesse que les intérêts des individus s'opposent les uns aux autres (chacun pour soi), ou tout au moins, en travaillant à réduire à rien le sentiment d'appartenance à une classe sociale, que ceux-ci le croient, alors qu'une économie mondialisée a rendu obsolète l'idée de nation, le patrimoine apparaît comme un ciment idéal pour une communauté à créer. Idéal car de nature consensuelle

et sans signification réellement précise, il est le liant d'un sentiment communautaire utile aux pouvoirs en place. En effet, le patrimoine, c'est tout et rien, comme le démontre le programme de l'édition genevoise 1998 qui propose autant la traditionnelle visite d'édifices les plus divers que l'observation d'oiseaux ou des parades de bateaux. C'est justement cette indétermination qui permet de faire croire aux personnes que tout cela, en quelque sorte, leur appartient : « *regardez les beaux endroits et les belles choses... c'est à vous!* ».

Voilà l'autre effet magique de cette trouvaille. Celui de proposer une vision de la réalité idéalisée dans laquelle l'environnement produit de tous le serait pour tous, et d'encourager l'idée que, tous,

nous participerions d'un destin partagé. Ce mensonge, qui s'appuie sur une manipulation géographique, fait totalement fi des conditions économiques et de la position sociale des individus qui conditionnent totalement leur rapport à l'environnement (ville comme nature). L'exemple caricatural en est celui de la différence que nul coup de bluff n'abolira entre ceux qui pénètrent dans un château le temps d'une brève visite et ceux qui l'habitent à l'année. Mais, il en va de même pour les espaces publics qui « appartiennent » différemment à tous, tel le lac Léman, vedette des Journées genevoises 98 : certains en longent le bord public, d'autres vont dessus en bateau depuis leur plage privée.

G. Amista

ABONNEMENTS

- 3 mois (12 n°) : 15 FS, soutien 25 FS
- 6 mois (24 n°) : 30 FS, soutien 50 FS
- 12 mois (48 n°) : 60 FS, soutien 100 FS

Étranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse

AUJOURD'HUI, c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4.
e-mail : edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

Éducation

L'Éducation et les idées libertaires aujourd'hui

Livre

Vivre et penser comme des porcs de G. Châtelet

Opinion

Ils débattent, nous nous débattons

AUJOURD'HUI
sur

Internet

www.tao.ca/~cas/aujourd.html

Education

Dossier éducation libertaire (V)

Dans les quatre premiers articles de cette série (Aujourd'hui n° 7, n° 11, n° 13 et n° 18), le collectif d'Aujourd'hui a présenté l'aspect historique de l'apport des théoriciens et praticiens libertaires dans l'éducation, l'enseignement et la pédagogie. Ce texte qui clôt la série traite de la situation actuelle



l'école : il en maîtrise les budgets et peut ainsi directement influencer sur les conditions de l'enseignement (matériel, locaux, effectifs de personnel et d'étudiants). Il contrôle également le contenu de l'enseignement, soit en prenant en charge, par le biais de structures internes, soit en mandatant des entreprises privées, l'édition du matériel scolaire (livres, manuels, documents de référence). Il est ainsi fortement connoté idéologiquement et véhicule les valeurs et codes sociaux des classes sociales supérieures. De plus, des études montrent qu'il est bien souvent sexiste. L'État contrôle également la formation des enseignants et leur orientation pédagogique. En Suisse, la quasi-totalité des enseignants sont ou vont être formés à l'université. Or, seuls 12 % des étudiants universitaires sont d'origine modeste². Les enseignants sont donc majoritairement issus des classes moyenne et supérieure. Les préoccupations et soucis des classes dites inférieures (dont les besoins et attentes par rapport à l'école sont extrêmement importants) ne pourront toucher les enseignants que très difficilement, en supposant toutefois qu'ils parviennent à traverser le tamis que sont les disparités socio-culturelles.

La fonction première de l'État n'est pas de procurer à tous bien-être dans l'égalité et la justice, mais d'assurer durablement privilèges, acquis et pouvoir des puissants : en contrôlant l'école de la manière la plus étroite possible, l'État fait d'une pierre deux coups : reconstruire les disparités sociales, nécessaires et inhérentes au système, et produire les travailleurs dont il a besoin, tant en quantité qu'en qualité³, tout en s'entourant d'un discours républicain bien évidemment trompeur sur l'égalité des chances⁴, laquelle fait avant tout miroiter aux classes dites inférieures l'accès éventuel (et plutôt rare) à une classe supérieure, et ne garantit pas à tous une bonne éducation et un niveau de vie décent.

L'État fédéral suisse laisse beaucoup de prérogatives aux Etats-cantons, qui décident très librement des conditions générales et orientations de leur enseignement. Certains en profiteraient-ils pour mettre en œuvre une éducation émancipatrice ? Même le canton de Genève, pourtant réputé des plus progressistes en matière d'éducation, ne peut se targuer de résultats révolutionnaires d'une émancipation massive des couches sociales dites inférieures. Pour ne prendre que cet exemple, les enfants d'ouvriers composent le 40 % de la population scolaire lors de la scolarité obligatoire (enfantine, primaire et secondaire), tandis que les enfants de cadres supérieurs et dirigeants en occupent 20 %. La proportion s'inverse

au secondaire postobligatoire (collège de Genève)⁴. Même s'il y a un siècle, aucun élève issu de l'école publique primaire n'aurait au collège, le progrès est minime : on ne peut pas dire qu'il s'agisse là d'une école émancipatrice, même au sens si restrictif de l'égalité des chances⁵ évoquée plus haut.

Pour des raisons évidentes, les libertaires ne peuvent pas être en accord avec l'école publique, l'école de l'État. Ils ne croient pas non plus que l'État puisse se transformer en une structure non oppressive, qui serait réellement au service de tous les gens. Il en va donc de même pour l'école. Autrement dit, il est parfaitement illusoire de fonder quelque espoir à la fois sur le système scolaire en vigueur actuellement, et sur les nombreuses réformes qui l'agitent sporadiquement. Cependant, le corps enseignant pourrait se fixer des objectifs minimaux (maîtrise réelle du langage, capacité de comprendre et d'élaborer des concepts clairs, etc.), qui permettraient aux étudiants de saisir le monde, et par conséquence, de pouvoir ultérieurement se déterminer par rapport à lui. Ceci impliquerait une prise de conscience du corps enseignant, qui devrait se lancer dans ce travail de définition de ces objectifs clairs, fournir l'immense effort de se démarquer clairement de l'idéologie du pouvoir, et avoir le courage d'entrer dans un rapport de force face à l'autorité, laquelle ne manquera pas de s'opposer violemment à ce genre de tentative. A cette fin, les enseignants devraient également revoir leur système d'organisation syndicale, en renonçant une fois pour toute à la confortable cogestion dans laquelle ils se sont englués, et ne pas faire l'économie d'une profonde réflexion sur leur statut social, celui de leurs élèves, et les cloisons qui les séparent. La tâche est immense...

Également illusoire est toute expérience ou projet d'éducation libertaire qui se ferait soit dans quelque forme d'intégration que ce soit au système étatique, soit sur une base uniquement volontariste ou alors autarcique, éloigné de la réalité sociale qui l'environne, dans laquelle vivent pourtant élèves, enseignants, parents. Rappelons-le : le projet d'éducation libertaire s'insère dans un ensemble, composé d'une large base sociale, d'un accord au sein de celle-ci sur les valeurs libertaires, et d'un désir profond d'une société non pas aménagée, mais complètement refondue. Il ne peut se concevoir autrement qu'inscrit dans un projet révolutionnaire plus général.

F. Mirail

PS : Une bibliographie consacrée à l'éducation libertaire peut être obtenue sur demande à l'adresse du journal.

1. La pédagogie « officielle » a récupéré un certain nombre des options éducatives libertaires, tout en les utilisant dans un système social inchangé, en les vidant de leur contenu révolutionnaire. C'est ce que les pédagogues libertaires appellent « l'illusionnisme pédagogique ».
2. A l'école primaire, « 20 % [des élèves] sont issus de familles de catégories sociales supérieures [...] contre 20 % de familles d'ouvriers qualifiés et 15 % de non qualifiés. A l'Université, les proportions passent à 50, 7 et 5 % respectivement ». Office Fédéral de la Statistique. Soziale Ungleichheit im Bildungswesen, Bern, 1996, cité dans le Courrier du 3 janvier 1997, Genève.
3. L'actuel débat sur le bilinguisme à l'école ne se chante-t-il pas sur la mélodie très en vogue de « la nécessaire adaptation à un monde en perpétuel changement » ? Inutile de préciser que ce « monde » -là est celui de l'économie, et de ses besoins actuels !
4. Chiffres au 31.12.97. Département de l'Instruction publique, Service de la Recherche en éducation. Mémento statistique de l'enseignement et de la formation à Genève, édition 1998.

Livre

Soufflé au lard

Si l'époque est pauvre en réel mouvement de contestation sociale, elle est plus riche en ouvrages d'intellectuels, comme Gilles Châtelet, qui tentent de dénoncer l'ordre existant des choses

Vivre et penser comme des porcs : de l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés, Gilles Châtelet, Exils, 1998, 144 p.

Que nous dit ce livre ? En gros, que nous vivons une ère de conformisme poisseux généralisé qui voit une élite « cyber-nomade » adorer le dieu argent et maintenir sous sa coupe, avec l'aide d'une bonne partie de l'intelligentsia, une humanité d'« hommes moyens », réduit à l'état d'« adimat servile ». Au passage, l'auteur, mathématicien, dénonce, avec raison, l'imposture qu'est l'usage détourné et idéologique des théories scientifiques, dans le but de légitimer absolument l'organisation sociale. Il insiste sur le recours fait aux théories du Chaos pour justifier « l'auto-organisation du Chaos des appétits économiques qui saura trier ceux qui mangent de ceux qui sont mangés ». Il nous livre aussi une analyse ramassée du New Deal dans lequel il voit l'avènement d'« une chair à ratifier, décidément plus sage – et quelquefois bien plus mobilisable – que la chair à canon », première étape d'un chemin conduisant à l'« homo communicans » actuel, « habitant bulle d'une société sans conflit ni confrontation sociale archaïque ». Occasion de mettre à jour le mensonge de la « Communication » – concrétisé dans l'incessante publicité religieuse faite pour Internet (Interneté ?) – entre des « milliards de petits télégraphistes échangeant des messages parfaitement clairs

[...] de la convivialité globale autorégulée ».

On le voit, ce livre brille, dans ses meilleurs passages, de la vivifiante lumière – qui apparaîtra à certains comme une noirceur « anti-festive » – de l'esprit critique. Par contre, en regard de cette charge virulente et positive, la déception nous attend lorsque l'auteur révèle le but que sert son livre. Il livre, alors, un plaisir pour un réveil de l'élite intellectuelle, dont l'autopsie sans complaisance à laquelle il consacre plus des deux tiers de l'ouvrage, révèle combien elle est complaisante (inspiratrice ?) de la mise en place des démocraties-marchés. Châtelet est l'avocat du retour d'une intelligentsia « subversive », « aristocratie culturelle qui n'était pas cooptée par la naissance ou l'argent », dont l'existence aurait coïncidé avec les « périodes les plus brillantes de l'histoire », sans que soit précisé la nature des relations que cette intelligentsia-là entretenait avec les pouvoirs politiques et économiques, et les raisons de son changement. Finalement, nous nous trouvons devant un texte écrit par un intellectuel déçu par sa corporation à laquelle, seule, ce livre semble s'adresser, car c'est d'elle qu'il semble attendre le sursaut salvateur pour constituer on ne sait quelle avant-garde dans une République restaurée dans l'orgueil perdu d'un passé que regrette Gilles Châtelet. Décevant.

G. Amista

Brèves

Pour Mumia Abu-Jamal : campagne « Le monde vous regarde »

Mumia Abu-Jamal, un journaliste de renom originaire de Philadelphie, réside dans le couloir de la mort depuis 16 ans pour avoir prétendument tué par balles l'agent de police Faulkner et qui a mérité le surnom de « la voix des sans voix » pour ses reportages primés sur les brutalités policières à l'encontre des minorités de sa ville, a reçu le soutien de la communauté internationale dans son combat pour obtenir la cassation d'une condamnation arbitraire fondée sur des témoignages à charge dont on a prouvé ultérieurement qu'ils étaient faux (subornation, menaces...). Lors du premier procès de 1982 et de toutes les auditions qui s'ensuivirent, Jamal a présenté à la Cour Suprême de Pennsylvanie plus de vingt violations anticonstitutionnelles allant de la dissimulation de preuves à l'exclusion des jurés sur des critères racistes. C'est ainsi que le Procureur fit exclure du jury onze africains américains pleinement qualifiés. La Cour Suprême de

Pennsylvanie s'apprête à statuer sur le recours de Mumia Abu-Jamal. Une grande campagne internationale de soutien voit le jour : envoi de cartes postales et publication d'un cartouche payant dans le New York Times. Pour tout renseignement, s'adresser à : COSIMAPP Antenne française de International Concerned Family and Friends for Mumia Abu-Jamal C/o Librairie le Point du Jour, 58, rue Gay Lussac, 75005 Paris Tél/Fax : 01 45 79 88 44 La ville de Philadelphie se distingue comme « la capitale de la peine capitale ». Une étude publiée en 1998 par le Centre d'Informations sur la Peine de Mort, intitulée La peine de mort en noir et blanc, note que les Noirs constituent 84 % des condamnés à mort à Philadelphie et que les hommes noirs de cette ville sont quatre fois plus à même d'être condamnés à mort que d'autres accusés sur les mêmes bancs. Source internet : conflits_1@tao.ca

Restez séduisants ! DEGRAISSEZ

Le Monde du 26 août 1998 nous annonce que « les fusions bancaires en Europe auront un coup social élevé » – qui, soit dit en passant sera pris en charge pas la communauté – ; et ce d'autant plus que l'UBS a créé un « précédent ambitieux et [placé] la barre très haut pour l'avenir ». Grâce soit rendue aux banquiers de l'UBS qui, en réduisant les frais de personnels de 23 % (suppression de 13 000 emplois), montrent la juste voie. Mais les capitalistes ne

sont pas ingrats et les dirigeants de l'UBS se voient attribués par les analystes financiers (Salomon Smith Barney) « une très bonne note, en la matière ». En effet, l'UBS n'a pas, comme trois fusions sur cinq, « déçu » la Bourse, car elle a su « engager très vite les réductions de coûts et d'effectifs » Seule façon, selon la journaliste du Monde, de doter leur groupe d'une « culture forte ». C'est bien connu, la culture c'est ce qui reste quand on tout vivr.

Opinion

Parler pour taire

Nous nous sommes arrêtés sur les compte rendus et parties des interventions d'une table ronde sur ce que certains nomment les « événements de mai 1998 », publiés durant l'été¹ par le journal Le Courrier, qui co-organisait le débat

Nous avons déjà, lors de l'annonce de la création spontanée d'un groupe d'universitaires dans le but d'étudier les « événements de mai 1998 », dit ce que nous pensions d'une telle entreprise et des intérêts qu'elle allait servir². Depuis lors, ce n'est pas moins de quatre autres groupes qui se sont créés pour se pencher sur la question. Le journaliste du *Courrier* relevant ce fait déclare qu'« une telle mobilisation ne peut qu'être saluée ». Selon lui, deux de ces groupes de réflexion, celui des forces de police et celui de l'Action Mondiale des Peuples sont sujets à caution car ils auront à cœur de « chercher à justifier leurs actions », alors que le groupe qui œuvre pour le Gouvernement genevois ne serait entravé dans son travail que par l'ampleur de la tâche qui lui est confiée.

On est tout de même en droit d'être plus étonné que ce journaliste de voir des flics réfléchir aux raisons d'une violence dont ils font profession, et de s'interroger plus avant sur les raisons, non exprimées, il va de soi, dans le mandat confié au groupe d'experts, qui animent l'État genevois dans sa volonté de comprendre les « événements ». Faut-il rappeler que ce sont ces mêmes policiers aux ordres du même État qui se sont illustrés, le 27 août, dans l'interpellation et l'arrestation des participants à un séminaire de discussions sur la mondialisation de l'économie, pour faire admettre que le seul but de l'État est le maintien de s'assurer, dans le futur, du maintien de l'ordre ? La vision « candide » du journaliste qui ne pose pas la question de la nature et des motivations des protagonistes éatiques ne surprend plus si l'on lit le compte rendu de la table ronde organisée par le *Courrier*. En effet, les spécialistes convoqués – sociologue, pédagogue, philosophe et économiste de service – livrent tous un discours largement normalisateur et moralisateur, et donnent l'impression que leurs interventions ont été piochées dans une boîte magique remplie des lieux communs sur la violence des jeunes qui embarrassent tous les magazines



et de bonnes vieilles maximes pontifiantes. Chez les intervenants, qu'ils apparaissent comme plus ou moins progressistes, on retrouve la même idée centrale que ces « événements » indique la fin d'un cycle au cours duquel la société fonctionnait de façon satisfaisante. Alors, tout le travail va être de restaurer le « pacte social » qui est ici mis en danger, comme le signale le philosophe Bernard Baertschi, qui y voit le danger « que la société se fractionne en différentes parties ». Doit-on lui dire que c'est déjà le cas et que c'est même une condition de base de l'existence du capitalisme ? Mais, sans doute que ce qu'il nomme « pacte social » est la paix sociale garantie par le partenariat entre les capitalistes et les forces de « gauche » (syndicats, partis) s'engageant à ne pas faire de vagues pouvant gêner les premiers. Cette pacification de la société n'a pas du tout mis un terme aux antagonismes de classes qui existent dans toute organisation sociale basée, comme la société suisse, sur l'exploitation des travailleurs, mais elle les a apprivoisés, et a préparé le terrain à la domination idéologique capitaliste actuelle. Aujourd'hui que ce modèle éclate, les injustices qui n'ont jamais

cessé d'exister ne peuvent plus se dissimuler, et le pacte apparaît pour ce qu'il est : une escroquerie. Dans ces conditions, les manifestations contre l'OMC sont, peut-être, un timide, confus et insuffisant début de contestation de l'ordre social existant. Le rôle essentiel de l'État, et des politiques qui le servent, dans l'organisation du capitalisme et dans sa mondialisation n'a pas été du tout été mis en avant par des organisations comme l'AMP qui semblent croire à la validité de l'action parlementaire et pétitionnaire.

Les débatteurs du *Courrier* n'envisagent absolument pas d'explorer ces pistes, et préfèrent s'attacher à trouver des solutions au problème de la « violence des jeunes » pour faire fonctionner encore, vaille que vaille, la machine sociale que de considérer, dans sa globalité, le problème général d'un système tout entier basé sur la violence. Cette façon de faire ne peut que conduire à des injonctions à s'adapter comme celles de l'économiste Beat Bürgenmeier, qui usant de dictons de banquiers, invite les jeunes à se souvenir que « la prospérité n'est pas due, mais se reconquiert en permanence », et souligne que les gens déboussolés par la précarité de l'emploi « s'en prennent à la globalisation comme bouc émissaire ».

G. Amista

1. Éditions du 26 juin et des 4, 10, 21, 24 août 1998
2. *Humeur mauvaise* in *Aujourd'hui*, n° 18.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle. Ed. responsable : Claude Cantini. Tirage : 200 ex. Adresse : **AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4 Web : www.tao.ca/~cas/aujourd.html e-mail : edam.ch@tao.ca cas.ch@tao.ca